



**HAL**  
open science

## Entrelacer développements et interventions dans les milieux de travail et de vie

Marianne Cerf

► **To cite this version:**

Marianne Cerf. Entrelacer développements et interventions dans les milieux de travail et de vie. Justine Arnoud; Flore Barcellini; Marianne Cerf; Maria-Sol Perez Toralla. Dynamiques développementales dans les interventions sur le travail: entre héritages et perspectives, Octarès, 2022, 978-2-36630-129-8. hal-04185634

**HAL Id: hal-04185634**

**<https://hal.inrae.fr/hal-04185634>**

Submitted on 23 Aug 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Chapitre 22

---

## Formes d'intermédiation et transitions agroécologiques ?

*Marianne Cerf*

### La mise en politique de l'agro-écologie

Après plusieurs années de débats sur les effets négatifs des pesticides sur l'environnement et sur la santé des travailleurs les utilisant dans leurs pratiques de gestion de la nature et du vivant, une directive européenne<sup>4</sup> demande, en 2009, à l'ensemble des pays membres de l'Union, de mettre en place des plans d'actions nationaux afin de permettre un usage plus durable des pesticides. En France, dans le cadre du Grenelle de l'Environnement, le projet d'une réduction de 50 % de l'usage des produits phytosanitaires est mis à l'agenda. L'étude Ecophyto R&D [1] vient préciser les conditions d'atteinte d'un tel objectif. Elle souligne qu'une réduction de 50 % devra nécessairement s'appuyer sur une re-conception<sup>5</sup> des systèmes agricoles existants (selon la typologie de Stuart B. Hill et Rod J. MacRae [2]) et entraînera vraisemblablement une réduction des volumes de production. À la suite de cette étude est lancé, en 2009, le plan «Ecophyto 2018» qui vise une réduction de 50 % de l'usage des pesticides à l'horizon 2018, «si possible». Au sein de ce plan, différents instruments de politiques publiques<sup>6</sup> sont mis en place pour créer les conditions d'un changement de pratiques d'usage des pesticides dans les exploitations agricoles. Ils sont déployés dans un contexte de controverses sur les pratiques d'usage des pesticides (en situation professionnelle et dans les zones rurales), sur la pertinence de l'objectif visé, sur la façon d'accompagner la réduction de l'usage des pesticides au niveau de l'exploitation, des filières et des territoires. En 2012, le «plan agro-écologique pour la France»<sup>7</sup> vient renforcer le plan Ecophyto avec des objectifs par filière et par territoire.

---

4 The final Directive (2009/128/CE), along with the (CE) n° 1107/2009 regulation, the Directive 2009/127/CE, and the (CE) n°1185/2009 regulation, are together called the "pesticide package", adopted in 2009.

5 distinguish different strategies to change farming practices: efficiency, substitution of inputs, and re-design.

6 <http://agriculture.gouv.fr/le-plan-ecophyto-pour-reduire-lutilisation-des-produits-phytosanitaires-en-france>.

7 <https://agriculture.gouv.fr/le-projet-agro-ecologique-en-12-cles>

Dans un tel contexte, des interrogations émergent sur la façon dont ces instruments sont mis en œuvre et déployés par les pouvoirs publics et sur leurs conséquences éventuelles (par exemple sur les volumes produits), ainsi que par l'ensemble des acteurs concernés par cet enjeu de réduction d'usage. L'évaluation in itinere réalisée dans le cadre du plan Ecophyto [3] confirme l'absence d'évolution des indicateurs d'usage retenus pour mesurer la réduction. Néanmoins, la mission dirigée par le député Dominique Potier [4] conclut :

«S'agissant du plan lui-même, la mission considère qu'il ne faut pas l'abandonner au nom de son apparente inefficacité, mais plutôt le reconcevoir en élargissant son emprise à des leviers nouveaux, et en améliorant sa cohérence avec l'ensemble des politiques publiques et stratégies économiques ayant un lien direct ou indirect avec les pratiques phytosanitaires».

À la jonction des objectifs du «produire autrement»<sup>8</sup> et de la «réduction des usages des pesticides», comment les instruments de politique publique ont été mobilisés dans des logiques d'action portées par des acteurs au sein du monde agricole ?

## L'intermédiation au cœur de l'action publique

Dans le cadre de la transition vers l'agro-écologie, les politiques publiques ont mis en place des instruments spécifiques pour créer les conditions d'une transition à l'échelle des agriculteurs en ciblant les collectifs agricoles (réseau DEPHY Ferme ou appui aux GIEE<sup>9</sup>). Ces instruments rencontrent d'autres activités qui opèrent à partir de situations de développement agricole établies dans des organisations, des métiers ou des dispositifs agro-environnementaux déjà là (comme les «aires d'alimentation de captage»), dans des stratégies d'organisations coopératives ou de mouvements professionnels réticulaires (par exemple les groupes BASE<sup>10</sup>). Ces instruments n'arrivent pas dans un vide organisationnel et professionnel, mais au contraire rencontrent une diversité de régimes d'activités dont il s'agit alors de comprendre comment ils se reconfigurent ou non et si ces reconfigurations contribuent à l'effectuation de l'action publique. Guichard et al. [5] constatent l'échec du Plan Ecophyto et pointent les verrouillages à l'œuvre, rejoignant les

8 Rappelons ici qu'il s'agit du «slogan» de la loi d'avenir de 2014 évoquée en introduction de cet ouvrage

9 Le réseau DEPHY ferme est un des instruments du plan Ecophyto. Il regroupe des collectifs d'agriculteurs qui s'engagent contractuellement à réduire l'usage des phytosanitaires et sont pour cela accompagnés par un «ingénieur réseau», employé dans des structures variées (Chambres d'agriculture, Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural ou CIVAM, Coopératives, etc.) et donc le poste est financé à mi-temps pour accompagner ce collectif. Voir plus loin pour la description plus précise. Les GIEE, groupements d'intérêt économique et écologique, sont des collectifs d'agriculteurs reconnus par l'État qui s'engagent dans un projet pluriannuel de modification ou de consolidation de leurs pratiques en visant à la fois des objectifs économiques, environnementaux et sociaux.

10 BASE pour biodiversité, agriculture, sol et environnement est un réseau d'échange entre agriculteurs et techniciens sur l'agriculture de conservation.

travaux qui mettent en exergue les changements à opérer à la fois dans les filières, dans les stratégies des firmes d'amont et dans la production du conseil agricole (aux USA [6], en Belgique [7] et en France [8-10]). Néanmoins, peu de travaux abordent les enjeux liés au processus de dé-institutionnalisation [11] de l'emploi des pesticides et de détachement des agriculteurs [12] des pratiques et des technologies qui leur sont associées. L'argument de l'existence d'un verrouillage technologique et/ou institutionnel ne doit pourtant pas conduire à ignorer le travail sur soi et collectif que suppose ce détachement. Cela nécessite en particulier la remise en question des références cognitives et normatives qui caractérisent l'agriculteur «performant» et son rapport à la technologie en usage [13].

En focalisant la lecture sur le verrouillage, la nature des apprentissages qu'il s'agit de faciliter, peut-être une question non traitée, tout comme celles des activités distribuées dans des réseaux ou des groupes qui expérimentent une reconception de nouveaux systèmes agricoles sans, ou réduisant fortement, l'usage de pesticides. Le risque est également fort de rendre invisible le repositionnement de nombreux acteurs du développement auprès de ces groupes et de ceux qui se créent en lien avec les nouveaux instruments comme le réseau DEPHY Ferme ou les GIEE. Or, dans leur fonction, dans leurs activités, dans leurs engagements, les acteurs du développement agricole sont porteurs de manières d'envisager la réduction de l'usage des pesticides et cela dans un contexte sociotechnique à chaque fois spécifique, dans lequel ils agissent. Ils réalisent des ajustements, qui sont de fait une condition pour la réussite d'une «action publique en plan» [14].

Investiguer la façon dont s'opèrent ces ajustements, c'est prêter une attention à des activités spécifiques dites «d'intermédiation» visant à problématiser et mettre en mouvement la réduction de l'usage des pesticides. Si l'on considère que la transition n'est pas un passage furtif d'un système à un autre, mais plutôt un état transitoire dans lequel se recompose en permanence le rapport entre les fins et les moyens dans un système sociotechnique, alors les activités d'intermédiation ne sont pas de simples activités de courtage comme cela a été largement le cas dans une perspective diffusionniste de l'innovation [15] mais des activités d'initiation, d'accompagnement et de concrétisation de changements négociés. Ces activités opèrent très directement des «traductions» correspondant à une mise en relation d'objets et d'acteurs au sein d'ordres locaux cadrés par des ordres globaux [16] et participent à rendre effective, ou non, l'action publique autour des enjeux de réduction de l'usage des pesticides. Dans cette perspective, il s'agit de prêter attention au travail cognitif et «politique» (compris ici comme exprimant un projet sur un futur souhaitable) d'intermédiation qui vise à faire tenir ensemble des acteurs en situation de changement mais aussi qui s'attache à généraliser ou institutionnaliser certains changements mis en œuvre. Il s'agit de préciser la façon dont ce travail s'incarne dans des pratiques professionnelles, s'opère dans les organisations et reconfigure, ou non, leurs modes de production, de mobilisation et de mise en forme des connaissances.

## Une diversité de formes d'intermédiation

Parler d'intermédiation plutôt que simplement d'intermédiaires, c'est mettre l'accent sur un ensemble d'activités, de procédures, de règles, d'outils développés et mobilisés dans des formes d'action collective pour : (i) problématiser la question de la réduction de l'usage des pesticides, (ii) accompagner les acteurs concernés par cette réduction dans des situations locales (nous avons focalisé sur l'accompagnement au changement pour réduire l'usage des pesticides dans des exploitations ou/et des territoires), (iii) mettre en œuvre les instruments de politiques publiques liés au plan Ecophyto, mais aussi éventuellement participer à leur élaboration et à leur évolution, et (iv) créer les conditions de la généralisation et de l'institutionnalisation de certaines pratiques.

Cerf et al. [17] ont analysé une diversité de formes d'action collective qui opèrent au sein du « monde » du développement agricole : des réseaux d'agriculteurs qui se sont constitués autour d'un enjeu technique (l'agriculture de conservation pour le réseau BASE) ou politique (l'autonomie des agriculteurs pour le réseau agriculture durable RAD-CIVAM) ; des organisations économiques qui vendent des pesticides (coopératives) ; le réseau DEPHY Ferme financé par les pouvoirs publics et dédié spécifiquement à l'enjeu de réduction de l'usage des pesticides ; des actions menées dans les aires d'alimentation de captages pour réduire les pollutions liées à l'azote ou aux pesticides. Le travail s'est attaché à saisir la façon dont, au sein de ces formes d'action collective, se met en politique et en expérimentation la question de la réduction de l'usage des pesticides, se structurent des espaces d'interaction et se définissent les rôles de différents acteurs pour créer les conditions d'une généralisation et d'une institutionnalisation selon les valeurs et routines d'intermédiation dont elles sont porteuses.

Un paysage alors se dessine. Au sein des aires d'alimentation de captage (AAC), l'intermédiation s'organise plutôt comme la déclinaison locale d'une procédure de concertation appuyée par une doctrine technique qui, dans la majorité des cas, est peu attentive aux processus de changement technique au sein des exploitations. De fait, cette doctrine met surtout en avant un territoire lu à travers sa vulnérabilité elle-même appréhendée par des approches hydrogéologiques. Le diagnostic territorial des pressions agricoles (DTPA) se fait au mieux à travers une agrégation des pratiques de parcelles ou d'exploitations agricoles par des moyennes, et leur éventuelle localisation par rapport à des zonages particuliers permettant d'identifier des secteurs à plus grande vulnérabilité. Cette doctrine hydrogéologique conduit à mettre à distance d'autres approches du territoire, et notamment les approches centrées sur les pressions engendrées par les pratiques et leurs combinaisons (dans une parcelle, à l'échelle du bassin), leur diversité (gommée par une approche de moyennes), leur variabilité interannuelle et l'éventuelle évolution dans le temps des pratiques agricoles mais aussi de gestion et d'usage de la ressource. La question de l'accompagnement est réduite à la

mise en place de Mesures Agri-Environnementales (MAE) ou à la sollicitation du Plan Végétal pour l'Environnement (PVE) pour des investissements matériels et à la mobilisation des acteurs techniques agricoles au sein du territoire, même si certaines de leurs préconisations ont conduit aux pollutions actuelles. Les plans d'actions se révèlent ainsi des compromis sociotechniques entre donneurs d'ordre, bureaux d'études et représentants agricoles et se résument souvent à des «packages techniques».

Dans les autres formes d'action collective observées, l'intermédiation est directement attentive aux processus de changement au niveau des exploitations, mais la façon d'accompagner, outiller et de se représenter ces processus diffère. D'un côté, l'intermédiation mise en place repose avant tout sur la construction d'une base de données sur les pratiques et le repérage de systèmes jugés intéressants à l'aune de critères d'efficacité technico-économique et environnementaux liés à la façon dont chaque réseau problématise la réduction des pesticides. C'est le cas en particulier du réseau DEPHY Ferme et des coopératives. Ces acteurs voient ce travail comme un point de passage obligé pour ensuite engager un processus de diffusion de leviers ou d'agencements de leviers techniques qui ont fait leur preuve. L'un comme l'autre sont perçus comme des opérateurs majeurs du changement par les pouvoirs publics et concentrent une attention particulière. L'un comme l'autre voient dans leur structuration nationale la possibilité d'orienter le changement dans une perspective de l'intermédiation marquée par une approche technoscientifique et diffusionniste, malgré un renouvellement des outils et une recherche de nouveaux indicateurs de performance pour traiter de la réduction de l'usage ou de l'impact des pesticides.

Pour le réseau DEPHY Ferme, sa mise en place progressive s'inscrit dans des règles de collaboration de type contractuel et dans la définition de rôles et tâches assignés tant aux collectifs d'agriculteurs, qu'aux ingénieurs (réseau, territoriaux) qui accompagnent ces collectifs. Cette construction se fait dans un contexte où les pouvoirs publics souhaitent apporter la preuve d'une action publique efficace et sollicite des résultats tangibles sur la transformation des pratiques agricoles, ce qui donne lieu à la mise en exergue de systèmes de culture économes en intrants et performants économiquement et de quantification par l'Indice de Fréquence de Traitement (IFT). Produire cette information devient alors structurant dans la façon dont s'organisent les relations dans le réseau entre les différents acteurs opérationnels (cellule d'appui nationale, ingénieurs territoriaux, ingénieurs réseaux, porteurs de projets expérimentaux). Mais sur le terrain, les acteurs s'attachent surtout à «garder la main» sur un processus de changement perçu comme inévitable mais finalement découplé de leurs pratiques.

Si les acteurs nationaux coopératifs (In Vivo, Coop de France) interviennent dans le champ politique pour contester la pertinence des indicateurs retenus, en particulier de l'IFT, ils encouragent néanmoins la mise en place de groupes d'agriculteurs soutenus par des conseillers de coopératives pour participer au

réseau DEPHY Ferme. Ils développent de nouvelles relations et de nouvelles prestations de services vers leurs adhérents tout en commençant à réfléchir au modèle de rentabilité de la coopérative et au rôle que la fourniture de conseils pourrait y jouer<sup>11</sup>. Toutefois, les coopératives se font concurrence et chacune développe sa propre méthode pour réduire l'utilisation des pesticides dans les exploitations agricoles. La plupart des coopératives ont proposé l'usage d'outils de décision en jouant sur l'efficacité, ou ont choisi de remplacer les pesticides par des solutions de bio-contrôle. Certaines ont développé un service basé sur une approche plus stratégique ou systémique de la gestion des cultures, en ciblant une petite population de leurs coopérateurs. Mais les techniciens eux-mêmes sont souvent réticents à suggérer de nouvelles pratiques de gestion qu'ils considèrent comme plus risquées (par exemple, risque de baisse de rendement et de qualité moindre) et plus difficiles à appliquer efficacement.

D'un autre côté, le réseau RAD-CIVAM<sup>12</sup> et le réseau BASE s'inscrivent dans une autre logique: la réduction de l'usage des intrants est un élément parmi d'autres d'un projet visant à renouveler la façon de pratiquer l'agriculture. L'intermédiation ici vise à soutenir les activités de conception ou d'exploration de nouvelles pratiques par les agriculteurs eux-mêmes en lien avec une adhésion à une visée d'abord technique (BASE) ou d'abord politique (RAD-CIVAM). Elle se traduit par une forte attention donnée à la mise en forme de ressources permettant aux agriculteurs de s'en saisir et de les instrumenter<sup>13</sup> dans un processus de re-conception de leur système. Néanmoins, les ressources ou appuis qu'ils construisent et mettent à disposition des agriculteurs diffèrent, même si l'un comme l'autre cherchent avant tout à transmettre une expérience plutôt qu'une solution et à solliciter le raisonnement systémique pour explorer des pistes et les évaluer.

Le réseau BASE regroupe des agriculteurs qui mettent souvent en avant le plaisir d'innover, de prendre des risques. Ils sont dans des dynamiques d'individualisation entrepreneuriale dans la conduite d'explorations techniques qui leur sont spécifiques, même s'ils apprécient la mise en débats de ces explorations au sein de tours de plaine. L'intermédiation exercée dans le réseau vise surtout à fournir des ressources argumentatives et relationnelles en vue de renforcer chez les agriculteurs leur intérêt pour explorer par eux-mêmes des systèmes agricoles fondés sur la gestion de la fertilité des sols et le maintien des couverts végétaux.

---

11 Depuis l'étude réalisée dans les années 2014-2016, le paysage français a évolué avec l'ordonnance sur la séparation de la vente et du conseil. De nouveaux travaux ont été ainsi conduits par les coopératives pour préciser les modèles possibles selon la taille économique et la stratégie des coopératives.

12 RAD-CIVAM: Réseau agriculture durable et Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural.

13 En référence ici à l'approche instrumentale développée par [18] et voir aussi [19] pour une utilisation de cette approche pour rendre compte des trajectoires de changement vers des systèmes herbagers dans le RAD.

L'étude du discours tenu sur les produits phytosanitaires au sein de la revue TCS (Techniques Culturelles Simplifiées, un des « outils » de ce réseau) depuis son origine, met en lumière une évolution de l'argumentation à partir de la fin des années 2000 pour inciter à un détachement de la dépendance au glyphosate et à une exploration de solutions mécaniques ou via des associations de plantes [20] et un rapprochement rhétorique et relationnel avec l'agriculture biologique, considérée comme une source d'inspiration pour limiter le recours aux intrants.

Le réseau RAD-CIVAM quant à lui regroupe des agriculteurs qui revendiquent l'autonomie et la durabilité de leurs systèmes agricoles. Pour eux, il s'agit certes de réaliser cela concrètement au sein de leurs fermes, mais il s'agit aussi de faire reconnaître ces systèmes et leur intérêt dans un contexte national en s'appuyant sur des outils de politique publique comme les « mesures agro-environnementale système ». Engagés dès 2006 dans la construction d'un cahier des charges pour des systèmes de grande culture autonomes et économes en intrants (dont les pesticides), l'intermédiation se déploie dans le réseau selon trois registres. D'une part, elle s'exprime à travers l'accompagnement des collectifs d'agriculteurs, selon des méthodes éprouvées dans le réseau et issues de l'éducation populaire. D'autre part, elle prend forme dans une implication forte au sein du réseau DEPHY pour faire reconnaître et partager ce savoir-faire d'accompagnement et dans un travail visant à apporter la preuve de la pertinence du cahier des charges conçu en expérimentant celui-ci dans une cinquantaine d'exploitations. Néanmoins, cette volonté d'institutionnalisation de leurs systèmes se heurte à la négociation au sein des instances constituées pour proposer une telle MAE à l'Europe. À travers cette négociation, les fondements mêmes de l'expérience ne sont pas repris et la MAE n'a plus la pertinence initialement visée par le RAD-CIVAM.

Ainsi, se dessine des formes plus ou moins « typiques » d'intermédiation autour de l'enjeu de réduction des pesticides et de transition vers l'agro-écologie. Mais se dévoile aussi le rôle qu'un instrument de politique publique comme le réseau DEPHY Ferme joue dans la réorganisation du champ du conseil agricole. Il crée des espaces au sein desquels les acteurs du conseil agricole comme les Chambres d'agriculture, les coopératives, le réseau RAD-CIVAM réévaluent leurs stratégies relatives à l'aune des débats sur la visée de réduction d'usage des pesticides et sur les moyens pour y parvenir. Ainsi, ils réorientent une partie de leurs moyens humains et techniques vers des activités destinées à accompagner la réduction de l'usage des pesticides pour les premières, saisissent l'opportunité offerte pour légitimer leur mode d'accompagnement et leur projet agricole pour le dernier. Cependant, souvent, les bureaux d'études ou les animateurs employés par les collectivités locales, restent en dehors de ce mouvement, par exemple dans les AAC. De même, le réseau BASE garde sa ligne d'action directrice tout en intégrant de façon un peu renouvelée les questions relatives aux pesticides, autant du fait d'une interrogation interne (dépendance trop forte au glyphosate) qu'en lien avec les dynamiques externes que nous avons observées.

## La difficile émergence de « l'intermédiaireur »

Si l'on voit se dessiner diverses formes d'intermédiation à l'échelle de l'action collective, qu'en est-il au niveau des individus qui œuvrent dans une diversité de contextes institutionnels et organisationnels ? Le travail d'échanges<sup>14</sup> entre des acteurs engagés au service d'un projet qu'ils partagent, i.e. réduire l'usage des pesticides, montre que la segmentation des métiers de la recherche et du développement s'avère peu pertinente pour aborder la manière dont ces acteurs construisent leur exercice de cette activité « d'intermédiaireur ». Si la grande majorité d'entre eux soulignent qu'Ecophyto marque un infléchissement dans leur trajectoire professionnelle, en créant une opportunité dont ils se saisissent, leur engagement dans la mise à l'agenda politique de la réduction des pesticides, dans la conception des politiques publiques ou leur mise en œuvre prend des formes différentes liées à leur histoire personnelle et professionnelle. Ainsi, ces trajectoires diffèrent selon le mouvement qu'opèrent ces « intermédiaireurs » pour investir ou configurer certaines arènes où se débat la question de la réduction des pesticides, construire la focale de leur activité, concevoir ou mobiliser des objets intermédiaires [21] et dépasser les difficultés qu'ils rencontrent dans la réalisation de leur activité. Elles traduisent différentes façons d'envisager tant ce qui reste à réussir pour exercer cette activité d'intermédiation que les sources possibles de légitimation de leur activité. Elles éclairent également la diversité de leur façon d'exprimer la conduite de leur activité dans un segment de leur trajectoire professionnelle [22] et de donner à voir leur façon d'explorer le potentiel de développement de leur situation de travail [23]. C'est dans cette exploration d'ailleurs que des similitudes se font jour : dans la façon dont chacun trouve des marges de manœuvre pour exercer son activité, dans sa manière de faire face aux tensions qui s'expriment dans son milieu professionnel autour des techniques efficaces pour réduire l'usage des pesticides ou encore autour des visions des processus de changement technique en agriculture.

En racontant leur trajectoire, les intermédiaireurs se déplacent dans un « espace » à deux dimensions : celle du registre d'action qu'ils estiment essentiel à l'exercice de leur activité, celle du mandat qu'ils privilégient pour asseoir leur légitimité et pour configurer leur façon spécifique de développer leur « savoir y faire ». De fait, portés par leur engagement vis-à-vis de la question de la réduction de l'usage des pesticides et par leur volonté d'accompagner une dynamique de changement allant dans ce sens, ils soulignent eux-mêmes qu'ils s'autorisent des déplacements, des débordements du cadre que fixe tant leur organisation que les politiques publiques. Ils créent de nouveaux modes opératoires (par exemple un « tour de bassin » autour des enjeux de l'eau), nouent de nouvelles relations (par exemple

---

14 Pour plus de détails, consulter le site web conçu à la demande des intermédiaires eux-mêmes sur ce qu'est l'intermédiation : <https://intermediaires.wixsite.com/reduction-pesticides>

en suscitant la rencontre entre apiculteurs et agriculteurs pour construire des accords), proposent des objets intermédiaires (par exemple des tableaux de bord permettant de rendre visibles les effets des pratiques sur la réduction des pollutions), organisent de nouvelles façons d'expérimenter mais aussi de mettre en débats ces expériences en permettant l'expression des controverses et dissensus.

Au-delà de «savoir y faire», ils expriment aussi la nécessité de «savoir s'y prendre» ce qui renvoie, pour eux, à deux tensions qu'ils estiment nécessaire de gérer pour réussir leur activité. La première touche à la légitimité du discours qu'ils tiennent sur la technique et des formats qu'ils proposent aux agriculteurs pour les accompagner dans des changements de pratiques vers une réduction durable de l'usage des pesticides à hauteur de 50 %. Cette visée, comme les modalités techniques qui la soutiennent sont parfois délégitimées que ce soit dans l'arène opérationnelle que représente DEPHY Ferme ou dans l'arène scientifique et, en rebond, produit une perte de légitimité pour ceux qui tentent de porter cette ambition en lien avec des collectifs d'agriculteurs ou élargis à d'autres acteurs au sein des territoires. La seconde touche à la construction de leur posture d'accompagnement dont l'enjeu est de faire tenir ensemble des acteurs en situation de changement pour donner du sens à leur action et à celle des autres. Les intermédiaires soulignent ainsi les frictions entre un premier modèle, toujours très présent dans les routines installées entre la recherche, la R&D et le conseil en agriculture, issu du processus de modernisation agricole qui s'est déployé après la Seconde Guerre mondiale selon un modèle diffusionniste et linéaire des innovations [24], et un second modèle pour lequel le processus d'innovation est le résultat de processus d'apprentissages collectifs transformant les interactions entre les acteurs, les techniques et les ressources disponibles [25-27]. Gérer ces tensions exige une approche politique du processus d'innovation et de changement (pourquoi l'organiser de telle ou telle façon et pour quel but?) mais aussi le développement d'une éthique professionnelle et d'une capacité réflexive spécifiques, car les valeurs du métier ou de la fonction exercée se trouvent mises en jeu lors de la construction souvent politique des espaces où l'intermédiation peut opérer.

## Conclusion

Objet de critiques comme de reprises dans les appareils de développement, il faut rappeler qu'un plan comme «Ecophyto» ou «Produire autrement» n'arrive pas dans un vide structurel et institutionnel avec des acteurs sans mémoire, ni intentions. Le réseau DEPHY a été mis en place en grande partie sans diagnostic approfondi de ces dynamiques à l'œuvre et a surtout constitué une entreprise généralisée de déploiement d'un «format d'action collective» fondé sur une identification et un «benchmark» régionalisé et par filière, basé sur la mise en

avant de systèmes économes en pesticides (IFT) et performants économiquement (marge brute). Ce faisant, il a produit des procédures d'action, des outils, des indicateurs et des opérations de communication qui fixent un cadre d'exercice de l'intermédiation. Un tel cadre entre alors en tension avec ceux développés par d'autres réseaux de développement agricole qui portent eux-aussi des démarches d'expérimentation collective. Chaque réseau produit alors ses propres cadres qui s'instancient dans des objets, des modes d'organisation du travail d'appui au changement dans les exploitations et les collectifs, dans une visée politique.

Dans ce foisonnement de cadres d'action, les intermédiaires occupent une position clé qui nécessite de leur part de développer des « savoir y faire » et « savoir s'y prendre » pour exercer leur activité entre appui à des dynamiques de changement au niveau de collectifs d'agriculteurs et contribution à l'action publique visant la réduction de l'usage des pesticides. Par les objets qu'ils conçoivent et mobilisent et les registres d'action qu'ils déploient, ils contribuent à la construction de réseaux entre acteurs et objets pour produire des formes de solidarité technique et gestionnaire qui peuvent se stabiliser autour d'un projet commun dont la réduction de l'usage des pesticides n'est bien souvent qu'un enjeu parmi d'autres. Mais leur action reste fragile, peu légitimée et souvent réalisée aux marges de leurs organisations. Ne faut-il pas mieux reconnaître ces professionnels et créer les conditions d'un dialogue professionnel entre ces intermédiaires agissant dans une diversité de contextes organisationnels et locaux pour leur permettre de développer une réflexivité et une éthique professionnelle ? L'une et l'autre s'avèrent essentielles à l'exercice d'une activité d'intermédiation dont Steyaert et al. [28] nous rappellent qu'elle vise à soutenir les acteurs engagés dans une dynamique de changement en les aidant à objectiver leur situation et définir le sens et les modalités du processus de changement dans une dynamique d'inter-subjectivation.

Remerciements : Nous remercions Marc Barbier, Aurélie Cardona, Frédéric Goulet, Laurence Guichard, Marie-Hélène Jeuffroy, Marianne le Bail, Lorène Prost, Raymond Reau, Iran Veiga pour leur contribution aux analyses présentées dans ce papier lors du projet Pestimute-Gen qui a bénéficié du soutien financier de l'ONEMA dans le cadre de l'APR « Pour et Sur le Plan Ecophyto (PSPE) ».

## Bibliographie

- [1] Butault JP, Dedryver CA, Gary C, Guichard L, Jacquet F, Meynard J-M, Nicot P, Pitrat M, Reau R, Sauphanor B, Savini I, Volay T (2010) Synthèse du rapport d'étude Ecophyto R&D : quelles voies pour réduire l'usage des pesticides ? Rapport d'expertise INRA, 90 pages, <https://hal.inrae.fr/hal-01172967>
- [2] Hill SB, MacRae RJ (1995) Conceptual framework for the transition from conventional to sustainable agriculture. *Journal of Sustainable Agriculture* 7(1) : 81-87

- [3] TERCIA Consultants (2014) Évaluation in itinere du réseau DEPHY (axe 2, action 14 du plan Ecophyto), rapport d'évaluation pour l'ONEMA, janvier 2014, Montpellier, 137 pages, [https://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/documents/pdf/Tercia\\_Evaluation\\_DEPHY\\_rapport\\_final\\_05-02-2014\\_cle81919f.pdf](https://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/documents/pdf/Tercia_Evaluation_DEPHY_rapport_final_05-02-2014_cle81919f.pdf)
- [4] Potier D (2014) Pesticides et agro-écologie, les champs du possible, rapport de Dominique Potier, député de Meurthe-et-Moselle, au premier ministre Manuel Valls, 252 pages, <https://www.dominiquepotier.com/UserFiles/File/rapport-dpotier-pesticides-et-agro-ecologie-basse-def.pdf>
- [5] Guichard L, Dedieu F, Jeuffroy M-H, Meynard J-M, Reau R, Savini I (2017) Le plan Ecophyto de réduction d'usage des pesticides en France: décryptage d'un échec et raisons d'espérer. *Cahiers Agricultures* 26(1): 14002
- [6] Cowan R, Gunby P (1996) Sprayed to death: path dependence, lock-in and pest control strategies. *The Economic Journal* 106(436): 521-542
- [7] Vanloqueren G, Baret P (2008) Why are ecological, low-input, multi-resistant wheat cultivars slow to develop commercially? A Belgian agricultural 'lock-in' case study. *Ecological Economics* 66(2-3): 436-446
- [8] Lamine C (2011) Transition pathways towards a robust ecologization of agriculture and the need for system redesign. Cases from organic farming and IPM. *Journal of Rural Studies* 27(2): 209-219
- [9] Fares M, Magrini M-B, Triboulet P (2012) Agroecological transition, innovation and lock-in effects: the impact of the organizational design of supply chains. *Cahiers Agricultures* 21(1): 34-45
- [10] Messéan A, Meynard J-M (Ed.) (2014) La diversification des cultures: lever les obstacles agronomiques et économiques, Éditions Quae, coll. Matière à débattre et décider, Versailles, 106 pages
- [11] Maguire S, Hardy C (2009) Discourse and deinstitutionalization: the decline of DDT. *The Academy of Management Journal* 52(1): 148-178
- [12] Goulet F, Vinck D (2012) L'innovation par retrait: contribution à une sociologie du détachement. *Revue Française de Sociologie* 53(2): 195-224
- [13] Levain A, Vertès F, Ruiz L, Delaby L, Gascuel-Oudou C, Barbier M (2015) I am an intensive guy: the possibility and conditions of reconciliation through the ecological intensification framework. *Environmental Management* 56(5): 1184-1198
- [14] Lascoumes P, Le Galès P (Dir.) (2004). *Gouverner par les instruments*, Sciences Po, Édition Les Presses de Sciences Po, coll. Académique, Paris, 370 pages
- [15] Olivier de Sardan JP, Bierschenk T (1993) Les courtiers locaux du développement. *Bulletin de l'APAD* 5 [En ligne], <https://journals.openedition.org/apad/3233>

- [16] Callon M (1986) Éléments pour une sociologie de la traduction : la domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc. *L'Année sociologique* 36: 169-208
- [17] Cerf M, Barbier M, Jeuffroy M-H, Cardona A, Le Bail M, Prost L (2017) La transition vers la réduction de l'usage des pesticides au prisme de l'intermédiation. *Innovations Agronomiques* 59: 133-148
- [18] Rabardel P (1995) Les hommes et les technologies : approche cognitive des instruments contemporains, Armand Colin, coll. U. Série Psychologie, Malakoff, 239 pages
- [19] Coquil X, Béguin P, Dedieu B (2014) Transition to self-sufficient mixed crop-dairy farming systems. *Renewable Agriculture and Food Systems* 29(3): 195-205
- [20] Goulet F (2017) Explorer et partager. Les expériences de réduction des pesticides dans une revue professionnelle agricole. *Économie rurale* 359(3): 103-120
- [21] Vinck D (2009) De l'objet intermédiaire à l'objet-frontière. Vers la prise en compte du travail d'équipement. *Revue d'Anthropologie des Connaissances* 3(1): 51-72
- [22] Tripier P, Dubar C, Boussard V (1998) Sociologie des professions, Armand Colin, coll. U, Malakoff, 376 pages
- [23] Duhamel S, Cerf M, Olry P (2017) Analyser son travail et faire face à des situations complexes. Le cas des conseillers agricoles. *Éducation Permanente n° Hors-Série 9 (Hors série AFPA 2017)*: 91-99
- [24] Mendras H (1970) La fin des paysans : changement et innovations dans les sociétés rurales françaises, Éditions Armand Colin, coll. U2, Paris, 306 pages
- [25] Røling NG (1992) The emergence of knowledge systems thinking: a changing perception of relationships among innovation, knowledge process and configuration. *Knowledge Technology & Policy* 5(1): 42-65
- [26] Hall A, Sulaiman RV, Clark N, Yoganand B (2003) From measuring impact to learning institutional lessons: an innovation systems perspective on improving the management of international agricultural research. *Agricultural Systems* 78(2): 213-241
- [27] Knickel K, Brunori G, Rand S, Proost J (2009) Towards a better conceptual framework for innovation processes in agriculture and rural development: from linear models to systemic approaches. *The Journal of Agricultural Education and Extension* 15(2): 131-146
- [28] Steyaert P, Barbier M, Cerf M, Levain A, Loconto A (2015) Role of intermediation in the management of complex socio-technical transitions. In: Elzen B, Augustyn AM, Barbier M, van Mierlo B (Ed.), 2nd System Innovation towards Sustainable Agriculture International Workshop (SISA) Paris, June 2014, AgroEcological Transitions Changes and Breakthroughs in the Making, Published by Wageningen University & Research, Applied Arable and Vegetable Research: 257-280